

# JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

## BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50  
 ; ; six mois - 14 ; ;  
 ; ; un an - 25 ; ;

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gerant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abreuvoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et C<sup>ie</sup>, 30, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C<sup>ie</sup> pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Nous commencerons dans notre prochain numéro la publication d'un intéressant roman de M. RAYMOND DE MARTIGNY :

### LA CHASSE AU RUBAN.

Roubaix, 7 Novembre 1867

#### BULLETIN.

Le *Moniteur* nous l'annonçait hier : Garibaldi est prisonnier ainsi que ses deux fils ; l'armée italienne a reçu l'ordre d'évacuer le territoire pontifical.

Voici donc, une fois encore, la guerre évitée ; mais est-il juste de dire avec certaines personnes que la question romaine est résolue ?

Nous ne le pensons pas.

Sans compter les embarras que nous suscitera encore la duplicité du gouvernement italien, croit-on que le parti d'action puisse pardonner à ce gouvernement d'obéir aux ordres de la France ? Croit-on qu'il ne suscitera pas dans la Péninsule une révolution facile, grâce à l'impopularité de Victor-Emmanuel ? Toutes les illusions tomberaient devant la dernière proclamation de Mazzini.

En supposant même un instant que la France réussisse à soumettre la question romaine à un congrès (ce qui ne paraît guère probable devant l'opposition des puissances non catholiques) cette question restera tout entière, formidable dilemme, tant que la Papauté et la Révolution demeureront en présence.

Quoi qu'il advienne, la cause de l'indépendance italienne est à tout jamais perdue en France.

« Comment veut-on, dit M. Duvernois dans l'*Époque*, que le peuple ait la moindre sympathie pour le gouvernement italien qui, nous devant tout, essaye de coaliser contre nous la Prusse et la Russie ?

« Comment veut-on, que le peuple ait la moindre sympathie pour un gouvernement qui a désavoué Garibaldi officiellement en le poussant sournoisement ?

« Le peuple aime la reconnaissance, le dévouement, le courage ; il n'a que du mépris pour l'ingratitude et pour la duplicité. »

Les préoccupations publiques vont se tourner maintenant vers d'autres « points noirs » qui grandissent à l'horizon. Voici d'abord la question d'Orient. La Porte a demandé inutilement, dit-on, au gouvernement russe de suspendre le transport des familles grecques de Candie. Les Russes exigent protection pour leurs coreligionnaires. La Turquie s'oppose à toute intervention. Il est difficile de prévoir comment finira cette querelle. En attendant, des troupes turques, insuffisantes depuis le départ des Égyptiens, vont recourir à un blocus rigoureux pour réduire les insurgés par la famine. Hussein Pacha vient d'être nommé commandant de ces troupes. Les chefs changent et l'insurrection reste.

On affirme que le vice-roi d'Égypte va devenir l'allié de l'Angleterre dans l'expédition d'Abyssinie. Cette expédition a peut-être un autre but que la délivrance de quelques citoyens anglais.

Une dépêche de New-York nous apprend que le président de la Chambre des représentants a prononcé un discours énergique en vue d'appuyer la mise en accusation du président Johnson.

L'élection de Juárez à la présidence du Mexique est confirmée.

J. REBOUX.

Nous lisons dans le *Moniteur* d'aujourd'hui jeudi :

« En présence des nouvelles venues d'Italie, l'Empereur a donné l'ordre de contremander le départ de la troisième division, qui devait s'embarquer à Toulon pour Civita-Vecchia. »

#### Affaires d'Italie.

##### LE COMBAT DE TIVOLI

Les détails qui nous parviennent sur la déroute des garibaldiens sont très contradictoires. Il paraît que cette rencontre meurtrière et décisive a eu lieu en quelque sorte fortuitement.

Lundi 4 novembre, les troupes pontificales devaient enlever la position de Monte Rotondo. Dès la veille, c'est-à-dire dimanche, elles avaient été mises en mouvement ; un corps avancé s'était posté à Tivoli dans le but de prendre le lendemain le bourg à revers.

Garibaldi, soit qu'il eût vent de l'attaque projetée, soit que ce mouvement rentrât dans ses plans, envoya un corps de chemises-rouges pour s'emparer de Tivoli, qu'il croyait dépourvu de troupes. Les assaillants se heurtèrent contre les pontificaux qui les reçurent chaudement et les firent reculer. Garibaldi envoya des renforts. Il était quatre heures : l'action générale s'engagea. Tous les corps pontificaux qui convergeaient vers Monte Rotondo, en vue de l'attaque du lendemain, furent lancés en avant. Monte Rotondo, attaqué de toute part, devint le théâtre d'une lutte acharnée qui se termina au bout de quelques heures par l'anéantissement des volontaires. Le carnage fut horrible.

Les garibaldiens étaient au nombre de 10,000. On ignore encore le chiffre exact des morts et des blessés, mais une correspondance dit que 300 wagons de chemin de fer demandés à la frontière italienne, furent à peine suffisants pour contenir tous les blessés.

Les garibaldiens ont laissé 1,600 prisonniers, 6,000 fusils et 5 canons.

Les pontificaux, qui étaient au nombre de 3,500 tout au plus, ont eu 150 tués ou blessés. On prétend que le député Bertani a été fait prisonnier par les pontificaux.

Les troupes françaises ont-elles pris part à l'action ? C'est ce que nul ne peut dire aujourd'hui, mais les lettres particulières de Rome nous renseigneront sans doute à ce sujet.

« Sans que nous puissions rien affirmer, dit l'*Étendard*, il nous paraît vraisemblable que le drapeau français n'est pas resté étranger à la victoire de Monte-Rotondo. L'importance du succès, comparée à la faiblesse numérique des pontificaux, amène naturellement cette hypothèse ; d'ailleurs, le nombre considérable des morts et des blessés semble ne pouvoir être l'œuvre que des fusils Chassepot, dont, seules, nos troupes sont armées. »

Le *Pays* raconte qu'en parcourant les listes des tués et blessés, le maréchal Niel aurait dit : « Je ne vois pas les Français mentionnés, mais je jurerais qu'il y a du Chassepot là-dedans. »

L'*Union* dit que c'est l'armée romaine qui seule, à tous les honneurs de la victoire. « Il nous eut plu, ajoute ce journal, que l'armée française les partageât avec elle ; laissée à ses propres forces, elle n'en recueille qu'une gloire plus brillante. »

Les correspondances qui nous arrivent de Rome, dit la *France*, rendent témoignage de la bravoure et du sang-froid que le colonel de Charette a déployé sur le champ de bataille de Mentana. C'est en partie aux troupes qu'il commandait, électrisées par l'intrépidité de leur chef, que l'on doit le succès de la journée.

À côté de ce brave officier combattant ses quatre frères, tous aussi courageux et aussi dévoués que lui.

Nous sommes heureux d'apprendre qu'aucun des nobles jeunes gens n'a été blessé.

Nous lisons dans le bulletin politique hebdomadaire du *Moniteur* du soir :

« L'héroïsme dont la petite armée romaine a fait preuve dans toutes les rencontres, est pour elle un titre d'honneur qui ne s'effacera pas. La magistrature de Rome a remis au général Kanzler, ministre des armées, une adresse dans laquelle sont exprimés les sentiments de gratitude et de respect inspirés par le dévouement des troupes pontificales. »

« Les États du Saint-Père sont entièrement délivrés de la présence des bandes qui les avaient envahis, et le cabinet de Florence, qui avait en soin, il y a quelques jours déjà, de déclarer dans la *Gazette officielle* qu'il n'accepterait aucun des plébiscites organisés par les envahisseurs, vient de donner à ses troupes l'ordre d'évacuer les quelques points rapprochés de la frontière qu'elles occupaient dans l'État romain et de rentrer sur le territoire du royaume. D'autre part, le gouvernement du roi Victor-Emmanuel a fait fermer dans toutes les villes les bureaux d'armement de volontaires garibaldiens ; il a supprimé les comités de secours établis à Florence et dans quelques autres grandes villes, il a pris des mesures énergiques pour assurer la répression des désordres, s'il venait à s'en produire. »

Nous lisons dans le même journal : « Ce n'est pas seulement parmi les nations catholiques, c'est aussi parmi les États protestants que les tendances des ennemis systématiques de la Papauté sont envisagées sous leur jour véritable. En Angleterre, la cause du Saint-Père éveille de nombreuses sympathies, et l'opinion publique ne se méprend pas sur les dangers qu'une victoire des garibaldiens eût fait courir à l'ordre social. »

On lisait hier dans le bulletin du *Moniteur* :

« Garibaldi a été arrêté hier soir, 4 novembre, à Figline (dans les environs d'Arezzo), par les soins des autorités italiennes. Il a été conduit ce matin au fort de Varignano, près de la Spezzia. Ses deux fils y ont été enfermés avec lui. »

« Les États romains sont actuellement délivrés de toutes les bandes qui les avaient envahis. — Le gouvernement italien vient de donner l'ordre aux troupes royales, qui avaient occupé sur le territoire pontifical quelques points voisins de la frontière, de les évacuer et de rentrer sur le territoire italien. »

« Les communications télégraphiques sont rétablies entre Rome et Florence, et entre Rome et Naples. »

Voici comment s'exprime de son côté la *Gazette officielle* du royaume d'Italie :

« Garibaldi, malgré les conseils qui lui étaient donnés par la proclamation royale de se retirer avec ses volontaires derrière les lignes de l'armée, a voulu continuer ses tentatives contre l'État pontifical. Ses colonnes, pendant qu'il les dirigeait vers Tivoli, ont été attaquées, battues et Garibaldi s'est vu obligé de se réfugier à Passo-Corse. »

« De là, par un train spécial, il se dirigeait vers Livourne pour se rendre à Caprera. Mais le gouvernement, résolu à maintenir l'autorité de la loi et à éloigner toute cause de perturbation de l'ordre public, a cru nécessaire de retenir Garibaldi, en le faisant garder à Varignano. »

« Dans les derniers événements, beaucoup de localités du Saint-Siège ont fait des plébiscites et voté leur annexion au royaume d'Italie. Le gouvernement du roi, non-seulement n'a pas provoqué ces manifestations, mais il les a ouvertement déconseillées. »

« Il a dû, en conséquence, refuser avec regret d'en accepter les résultats, afin de ne pas compliquer davantage la situation, d'être d'autant plus libre de défendre plus efficacement les vœux et les intérêts de la nation. En attendant, il fait les plus pressantes démarches pour que les personnes qui ont pris part à ces manifestations ne soient pas inquiétées. »

« La dissolution et le désarmement des volontaires ayant fait cesser le besoin de toute intervention et le gouvernement du roi ne croyant pas opportun de rester plus longtemps dans les lieux qu'il avait occupés, a pris hier, la résolution de faire

rentrer les troupes dans les limites du royaume.

« Des considérations militaires et politiques conseillaient, d'ailleurs, cette détermination qui, en rendant la position du gouvernement plus libre de tout engagement, lui permettrait de faire valoir ses raisons avec une plus grande autorité dans les graves circonstances où nous sommes. »

« Depuis que le territoire pontifical est évacué par les volontaires et que tout danger d'agression a disparu, le rappel de nos troupes enlève tout motif et tout prétexte à la nouvelle intervention française à Rome. Le ministre des affaires étrangères de l'empire français a déclaré, le 25 octobre, qu'aussitôt que le territoire pontifical serait délivré des envahisseurs et que la sûreté serait rétablie, la France considérerait sa tâche comme accomplie et se retirerait. »

« Le gouvernement a foi en ses déclarations, et lorsqu'elles seront réalisées, il pourra entrer dans la voie des négociations en vue de résoudre définitivement la question romaine et de chercher à obtenir une solution qui puisse concilier les aspirations des Italiens avec les intérêts de la religion catholique, et faire disparaître une cause permanente d'agitation pour l'Italie, pour les consciences et pour la paix de l'Europe. »

« Le gouvernement du roi a fait tous ses efforts, à l'aide d'une politique ferme, pour sauver l'État de la terrible crise qu'il vient de traverser ; il soumettra ses actes au jugement du Parlement. »

Notre agence télégraphique nous transmet cette dépêche :

Florence, 6 novembre, 10 h. 40 m. Les Français ont conquis entre les mains du gouvernement italien 1,100 garibaldiens faits prisonniers par les pontificaux dans le combat de Montona (Tivoli). On croit que la restitution des prisonniers faits dans les combats précédents aura également lieu prochainement.

Une correspondance annonce qu'à la suite une demande de Garibaldi, le ministre des États-Unis d'Amérique a eu une entrevue avec Garibaldi à Varignano. On ne sait comment expliquer l'incident. Garibaldi invoquerait-il sa qualité de citoyen américain qu'il acquit en 1850 en se faisant dans nous ne savons plus quelle localité, fabricant de chandelles ?

Plusieurs journaux parlent de proclamations de Mazzini, datées du 28 et du 29 octobre, sans indication d'origine, mais qui paraissent venir d'Italie.

La première est adressée aux Italiens en général, et la seconde aux divers centres du parti d'action. Voici quelques extraits de la première :

« Aux Italiens. — Être ou n'être pas ? voici la question que vous pose maintenant l'étranger. »

Les soldats français sont en garnison à Civita-Vecchia ; — Brennus est aux portes de Rome.

« Voulez-vous leur répondre, comme vos pères par l'épée, ou présenterez-vous, en fils lâches et dégénérés, votre front à l'outrage ? »

Direz-vous à l'Europe : Le Mexique est une nation, et nous n'en sommes pas une ; nous ne sommes qu'une multitude ayant perdu tout sens de la liberté et de son droit, soumise à celui qui ose appeler lui-même notre maître ; ou affirmez-vous vos droits, votre liberté, votre honneur présent, et votre ferme détermination pour l'avenir d'être une grande nation ?

Quelle que soit votre réponse, elle est décisive. Être ou n'être pas ; l'heure actuelle décide de votre destin. Vous n'avez qu'un moyen d'être ; forcer le gouvernement à déclarer la guerre à l'envahisseur ou à élever des barricades !

La guerre immédiate ou les barricades ! Ne balancez pas davantage. Si le gouvernement accepte la première alternative, courez sus et secourez-le ; s'il refuse, poussez le cri de l'Italie et renversez-le !

La seconde proclamation est un appel aux armes. Elle pose le dilemme suivant : « Le roi qui a signé la proclamation est un roi déchu, ou la nation est une nation déchu. » Et elle conclut par les cris : « Aux barricades ! aux armes ! à Rome ! »

#### CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE du Journal de Roubaix

Paris, 5 novembre.

Garibaldi est battu et de nouveau prisonnier. La nouvelle, connue dès hier, est pleinement confirmée. Les bandes garibaldiennes n'existent plus.

La situation reste toujours fort obscure. Il n'y a plus sur le territoire pontifical de bandes révolutionnaires ; mais il y a des troupes italiennes et des troupes françaises. Nous ne devons pas supposer que, après les désarmements des garibaldiens, les troupes françaises, voyant la sécurité du Pape assurée, vont revenir en France. On n'a pas envoyé 16,000 hommes suivant les uns, 32,000 suivant les autres, pour qu'ils assistent comme spectateurs au combat de Monte Rotondo et qu'ils reprennent ensuite la route de France. Il faut qu'un accord intervienne entre la France et l'Italie. On dit que le général La Marmora a été envoyé pour obtenir l'adhésion de la France au projet d'occupation mixte. D'un autre côté, on prétend que le gouvernement français exigera la retraite de l'armée italienne, quand même elle blesserait le patriotisme italien ; et qu'un ultimatum a été envoyé à Florence. Nous persistons à croire que la disparition des garibaldiens va faire disparaître toute cause sérieuse de conflit. Si l'armée italienne, sur le territoire pontifical, ne se conduit pas autrement que l'armée française, les deux gouvernements peuvent rester alliés et l'occupation mixte existant de fait finira par être admise en principe.

Je puis bien vous en parler aujourd'hui, puis-je aucune des prévisions fâcheuses d'hier et d'avant-hier ne s'est réalisée. Les arrestations opérées au cimetière Montmartre avaient causé quelques émotions à Paris ; d'un autre côté, on connaît les sympathies de la population ouvrière de Paris pour la cause italienne et pour Garibaldi. Aussi dès dimanche, le bruit s'est répandu, on ne sait où il venait, qu'une manifestation aurait lieu pour protester contre l'intervention. L'*Étendard* dit : « On annonçait une manifestation républicaine en l'honneur de Garibaldi. » L'*Étendard* fait un acte mauvais en parlant d'une prétendue manifestation républicaine, et nous ne voyons pas ce qu'il peut gagner en évoquant le spectre rouge qui n'effraie plus que les sots. Toujours est-il que l'autorité prit les mesures nécessaires pour que l'ordre ne fût pas troublé, et les troupes furent consignées. Toute la démonstration se réduisit à la réunion de quelques bandes qui se dispersèrent sans causer le moindre bruit et sans provoquer le moindre conflit.

On parlait aussi ce matin de mesures prises par l'autorité en prévision de scènes tumultueuses auxquelles pourrait donner lieu la rentrée des élèves de l'École de droit. A l'heure où je vous écris, je n'ai pas appris qu'il y ait eu le moindre conflit.

Enfin, il est question depuis deux jours d'une sorte de pétition ou memorandum adressé à l'Empereur par des écrivains notables et auquel tous les citoyens seraient invités à adhérer. Cela est bien vague, mais je n'ai pu recueillir de renseignements précis, et il est probable qu'il s'agit d'un projet auquel il n'a pas été donné suite.

Quelques instants après que les arrestations eurent été faites, l'Empereur d'Autriche arriva au cimetière Montmartre. Il fut accueilli par de vives acclamations. Un écrivain d'un des grands journaux de Paris qui se trouvait là, et tout près de l'Empereur, lui dit en allemand : « Plus grand qu'avant Sadova ! » Ce compliment parut flatter le prince qui salua par remerciement. Je ne puis vous dire le nom de cet écrivain, qui fut commissaire de la République en 1848 dans une de nos villes maritimes, de peur de le compromettre auprès de son directeur politique qui ne badine pas avec les manifestations monarchiques et qui ne se croit rien moins que le dieu de la démocratie française.

Le *Charivari* publie une caricature pleine d'à-propos : elle représente quelques colégiens devant leurs pupitres ; l'un d'eux est inoccupé, le pion s'approche de lui avec colère, et voici la légende de Cham : — Espèce de cancre, s'écrie le maître,